



# COMITÉ DE L'AGRICULTURE

## SOUS-COMITÉ DE L'ÉLEVAGE

### Première session

16-18 mars 2022

### Contribution de l'élevage à la sécurité alimentaire, à des systèmes agroalimentaires durables, à la nutrition et à une alimentation saine

#### Résumé

La malnutrition sous toutes ses formes est une préoccupation mondiale permanente et croissante. Les humains ont des besoins spécifiques en nutriments à différents stades de leur vie. La malnutrition est, de loin, le premier facteur de morbidité dans le monde et une cause de décès prématuré.

Les aliments provenant d'animaux terrestres sont riches en nutriments et apportent de l'énergie et de nombreux éléments essentiels tels que des protéines, des acides gras et des micronutriments. Des espèces et des races d'animaux d'élevage sont adaptées aux environnements les plus divers, ce qui permet au secteur de contribuer de manière significative à l'éradication de la faim et de la malnutrition, même dans les zones impropres à la production végétale.

À sa vingt-septième session, en octobre 2020, le Comité de l'agriculture, a demandé à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) de «réaliser une évaluation mondiale, complète et fondée sur des données scientifiques et des éléments probants de la contribution de l'élevage à la sécurité alimentaire, aux systèmes alimentaires durables, à la nutrition et à une bonne alimentation» (ci-après «l'Évaluation»)<sup>1</sup>.

Le présent document donne un aperçu de l'approche, du champ d'application, du contenu et du calendrier de l'Évaluation. Il décrit également la participation des parties prenantes à cette évaluation ainsi que les besoins en ressources.

L'Évaluation aborde les questions sous l'angle des systèmes agroalimentaires et selon l'approche «Une seule santé» pour analyser la durabilité dans les trois dimensions liées au Programme de développement durable à l'horizon 2030. Elle sera formée de quatre documents qui porteront sur différentes composantes et seront élaborés sur une période de quatre ans (2021-2024), aboutissant à un document de synthèse.

<sup>1</sup> FAO. 2020. *Rapport de la vingt-septième session du Comité de l'agriculture (28 septembre - 2 octobre 2020)*. Rome, FAO. (Disponible à l'adresse suivante: [www.fao.org/3/ne021fr/ne021fr.pdf](http://www.fao.org/3/ne021fr/ne021fr.pdf)).

Les documents peuvent être consultés à l'adresse [www.fao.org](http://www.fao.org).

La section VI présente les principales constatations du projet de document intitulé *Contribution of terrestrial animal source food to healthy diets for improved nutrition and health outcomes – an evidence and policy overview on the state of knowledge and gaps* (Contribution des aliments provenant d'animaux terrestres à une alimentation saine pour une amélioration des résultats nutritionnels et sanitaires – aperçu de l'état actuel des connaissances et des lacunes fondé sur une analyse des données et des politiques).

### **Suite que le Sous-Comité est invité à donner**

Le Sous-Comité est invité à recommander au Comité de l'agriculture:

- de faire bon accueil au processus inclusif de la première composante<sup>2</sup> et d'inviter la FAO à poursuivre la réalisation de l'Évaluation, l'objectif étant de présenter les documents relatifs aux trois autres composantes<sup>3</sup> lors des sessions successives du Sous-Comité;
- d'inviter les Membres à faire part de leurs observations sur le projet de document relatif à la première composante;
- d'encourager les Membres de la FAO à examiner les effets des politiques, des programmes et des cadres législatifs relatifs à l'élevage sur les résultats nutritionnels et d'actualiser les recommandations nutritionnelles nationales fondées sur le choix des aliments afin qu'elles accordent une place adéquate aux aliments provenant d'animaux terrestres et aux besoins spécifiques en nutriments au cours de la vie des humains;
- d'encourager aussi les Membres et les autres partenaires fournisseurs de ressources à soutenir financièrement la réalisation de l'Évaluation.

Pour toute question relative au contenu du présent document, prière de s'adresser à:

M<sup>me</sup> Beate Scherf

Spécialiste de la production animale

Division de la production et de la santé animales (NSA)

Tél.: +39 06 570 53540

<sup>2</sup> *Contribution of terrestrial animal source food to healthy diets for improved nutrition and health outcomes – an evidence and policy overview on the state of knowledge and gaps* (projet de texte), <https://www.fao.org/3/cb8424en/cb8424en.pdf>.

<sup>3</sup> Document n° 2: *Factors determining supply, demand and consumption of terrestrial animal source foods – historical analysis and foresight*; document n° 3: *Contribution of the livestock sector to food security and sustainable agrifood systems – benefits, synergies and trade-offs*; et document n° 4: *Options to sustainably change the livestock sector to better contribute to food security, healthy diets and nutrition*.

## I. Introduction

1. La malnutrition est un problème qui se pose de façon permanente et croissante à l'échelle mondiale. Elle se présente sous différentes formes, notamment la faim, des carences en micronutriments et une suralimentation (surpoids et obésité), et constitue le facteur de morbidité le plus important dans le monde, touchant une personne sur trois. Une alimentation de mauvaise qualité est la première cause de maladie et de mortalité, et est responsable de 22 pour cent des décès prématurés d'adultes dans le monde<sup>4</sup>.

2. Un dixième de la population mondiale souffre de dénutrition et 3 milliards d'adultes et d'enfants n'ont pas les moyens de s'alimenter de façon saine<sup>5</sup>. Les carences en micronutriments, aussi appelées «faim cachée», concernent plus de 2 milliards de personnes dans le monde. Près d'un tiers des femmes en âge de procréer souffrent d'anémie. On peut retrouver différentes formes de malnutrition dans un même pays, une même population ou un même ménage, voire chez un individu, et aucun pays n'est totalement épargné par ce fléau.

3. Les humains ont des besoins spécifiques en nutriments à différents stades de leur vie. Ainsi, les besoins par kilogramme de poids corporel des femmes enceintes ou allaitantes, des nourrissons, des enfants et des adolescents sont supérieurs à ceux des hommes adultes, des femmes non enceintes et non allaitantes ou des personnes âgées pour presque tous les nutriments essentiels. La malnutrition dans la petite enfance peut nuire à la croissance et au développement physique et intellectuel des enfants et à leur productivité au travail à l'âge adulte; elle peut même accroître l'invalidité et réduire la durée de vie. L'état nutritionnel d'un enfant est étroitement lié à celui de sa mère avant, durant et après la grossesse, aussi la prévention de la malnutrition chez la femme n'est-elle pas importante seulement pour le bien-être de celle-ci. Une mauvaise nutrition maternelle nuit au développement du fœtus et contribue à une insuffisance pondérale à la naissance et à une malnutrition chez l'enfant après cela.

4. Les aliments provenant d'animaux terrestres sont riches en nutriments et apportent de l'énergie et de nombreux éléments essentiels tels que des protéines, des acides gras et des micronutriments<sup>6</sup>. Des espèces et des races d'animaux d'élevage sont adaptées aux environnements les plus divers, ce qui permet au secteur de contribuer de manière significative à l'éradication de la faim et de la malnutrition, même dans les zones impropres à la production végétale.

5. Sachant que 811 millions de personnes souffraient de la faim et que près d'une personne sur trois dans le monde était en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave en 2020<sup>7</sup>, il est essentiel d'examiner la contribution des systèmes agroalimentaires à la sécurité alimentaire, à une alimentation saine et à une meilleure nutrition dans différents contextes. Les produits de l'élevage fournissent 33 pour cent des apports en protéines et 17 pour cent des apports caloriques de l'alimentation<sup>8</sup>, mais cette contribution est inégalement répartie entre les régions, entre les genres et entre les niveaux de revenu. Il est par ailleurs indispensable d'assurer la sécurité sanitaire des aliments partout.

---

<sup>4</sup> Afshin, A., Sur, P. J., Fay, K. A., Cornaby, L., Ferrara, G., Salama, J. S., Mullany, E. C., *et al.* 2019. «Health effects of dietary risks in 195 countries, 1990-2017: a systematic analysis for the Global Burden of Disease Study 2017». *The Lancet*, 393(10184): 1958-1972. [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(19\)30041-8](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(19)30041-8).

<sup>5</sup> FAO. 2017. *The future of food and agriculture – Trends and challenges*. Rome, FAO. (Disponible à l'adresse suivante: [www.fao.org/3/i6583e/i6583e.pdf](http://www.fao.org/3/i6583e/i6583e.pdf)).

<sup>6</sup> FAO. 2018. *World Livestock: Transforming the livestock sector through the Sustainable Development Goals*. Rome, FAO. 220 pages. (Disponible à l'adresse suivante: <https://doi.org/10.4060/ca1201en>).

<sup>7</sup> FAO, FIDA, OMS, PAM et UNICEF. 2021. *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2021. Transformer les systèmes alimentaires pour que la sécurité alimentaire, une meilleure nutrition et une alimentation saine et abordable soient une réalité pour tous*. Rome, FAO. 264 pages. (Disponible à l'adresse suivante: <https://doi.org/10.4060/cb4474fr>).

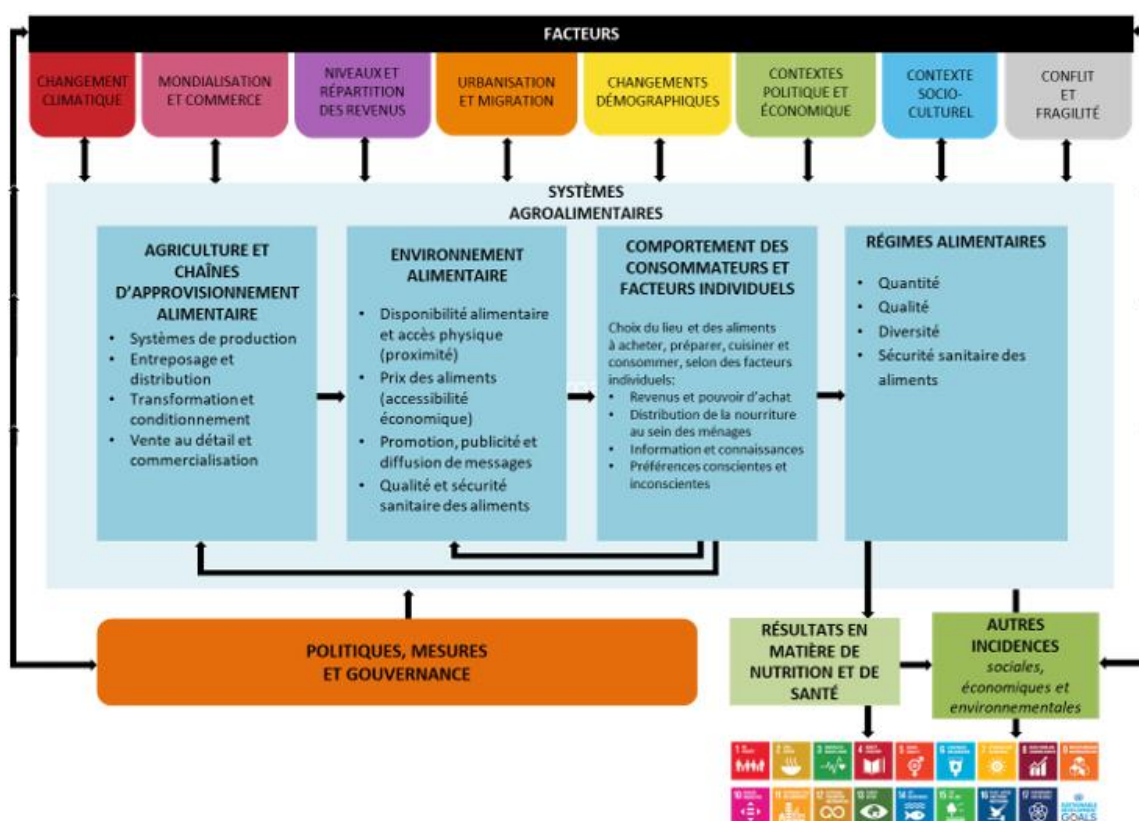
<sup>8</sup> FAO. 2018. *World Livestock: Transforming the livestock sector through the Sustainable Development Goals*. Rome, FAO. 220 pages. (Disponible à l'adresse suivante: <https://doi.org/10.4060/ca1201en>).

6. À sa vingt-septième session, en octobre 2020, le Comité de l'agriculture, a demandé à la FAO de «réaliser une évaluation mondiale, complète et fondée sur des données scientifiques et des éléments probants de la contribution de l'élevage à la sécurité alimentaire, aux systèmes alimentaires durables, à la nutrition et à une bonne alimentation» (ci-après «l'Évaluation»)⁹.

## II. Approche, champ d'application, contenu et calendrier de l'Évaluation

7. Il a été prévu que l'Évaluation aborderait les questions sous l'angle des systèmes agroalimentaires (voir la figure 1) et selon l'approche «Une seule santé». L'objectif est de fournir des orientations équilibrées et globales et de soutenir une transformation durable du secteur de l'élevage, afin de contribuer au mieux au Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Figure 1. Des systèmes agroalimentaires pour une alimentation saine<sup>10</sup>



8. Pour permettre une analyse complète et globale, l'Évaluation couvrira toutes les grandes sources d'aliments provenant d'espèces d'animaux terrestres (mammifères, oiseaux, insectes) d'importance régionale ou mondiale et de tous les systèmes de production: production végétale-animale intégrée; élevage spécialisé; et élevage à l'herbe et pastoralisme. L'Évaluation s'intéressera en priorité aux systèmes d'élevage, mais elle abordera également la chasse et l'élevage d'espèces sauvages pratiqués à des fins alimentaires, encore que l'analyse de cette dernière activité soit limitée par le manque de données.

⁹ FAO. 2020. *Rapport de la vingt-septième session du Comité de l'agriculture (28 septembre - 2 octobre 2020)*. Rome, FAO. (Disponible à l'adresse suivante: [www.fao.org/3/ne021fr/ne021fr.pdf](http://www.fao.org/3/ne021fr/ne021fr.pdf)).

¹⁰ FAO. 2021. *Vision et stratégie relatives aux activités de la FAO en matière de nutrition*. PC 130/5 Rev.1. (Disponible à l'adresse suivante: <https://www.fao.org/3/ne853fr/ne853fr.pdf>); FAO. 2021. *Rapport du Conseil de la FAO*. CL 166/REP, paragraphe 24 b. (Disponible à l'adresse suivante: <https://www.fao.org/3/nf693fr/nf693fr.pdf>).

9. L'Évaluation reposera sur un examen d'ensemble des données probantes qui existent (publications et bases de données scientifiques) sur les liens entre élevage, systèmes agroalimentaires, sécurité alimentaire, alimentation saine et nutrition. L'accent sera mis sur les défis à relever et les possibilités à exploiter pour parvenir à une alimentation saine pour tous – y compris par une diversification adéquate des apports alimentaires – quels que soient le contexte socioéconomique et les moyens d'existence. Suivant l'approche des systèmes agroalimentaires telle que présentée à la figure 1, on évaluera la durabilité dans ses trois dimensions liées au Programme 2030, selon qu'il convient. Les lacunes en matière de recherche, de données et de politiques seront déterminées et les éventuelles incertitudes seront prises en compte. Différentes voies d'impact ont été recensées entre l'élevage et la nutrition humaine et l'Évaluation examinera les divers facteurs, manques et obstacles qui influent sur l'offre, la demande et la consommation d'aliments provenant d'animaux terrestres<sup>11</sup>.

10. Partant de la prévalence de la faim et de la malnutrition, l'accent sera mis en particulier sur les groupes vulnérables, et l'Évaluation adoptera une approche fondée sur le parcours de vie, mettant en lumière les problèmes spécifiques de différents groupes, dont les populations autochtones.

11. L'Évaluation sera élaborée sur la base de quatre documents portant chacun sur une composante et intitulés comme suit:

- Document n° 1 – *Contribution of terrestrial animal source food to healthy diets for improved nutrition and health outcomes – an evidence and policy overview on the state of knowledge and gaps* (Contribution des aliments provenant d'animaux terrestres à une alimentation saine pour une amélioration des résultats nutritionnels et sanitaires – aperçu de l'état actuel des connaissances et des lacunes fondé sur une analyse des données et des politiques).
- Document n° 2 – *Factors determining supply, demand and consumption of terrestrial animal source foods – historical analysis and foresight* (Facteurs déterminant l'offre, la demande et la consommation d'aliments provenant d'animaux terrestres – analyse historique et prospective).
- Document n° 3 – *Contribution of the livestock sector to food security and sustainable agrifood systems – benefits, synergies and trade-offs* (Contribution du secteur de l'élevage à la sécurité alimentaire et à des systèmes agroalimentaires durables – avantages, effets de synergie et arbitrages).
- Document n° 4 – *Options to sustainably change the livestock sector to better contribute to food security, healthy diets and nutrition* (Solutions à envisager pour faire évoluer durablement le secteur de l'élevage afin qu'il contribue mieux à la sécurité alimentaire, à une alimentation saine et à la nutrition).

Partant de ces quatre documents, une synthèse sera rédigée en vue d'une publication éventuelle. Les documents et la synthèse aborderont de façon systématique tous les éléments présentés dans le cadre conceptuel des systèmes agroalimentaires (figure 1).

12. La FAO prévoit de rédiger les quatre documents qui forment la majeure partie de l'Évaluation entre 2021 et 2024. Une version préliminaire du document n° 1 a été élaborée et ses principales constatations sont résumées dans ce qui suit. Il est prévu que les documents n°s 2, 3 et 4 soient présentés successivement aux sessions suivantes de ce sous-comité, sous réserve de la disponibilité des fonds.

### III. Participation des parties prenantes

13. Le processus conduisant à l'Évaluation est coordonné par la Division de la production et de la santé animales de la FAO, en étroite collaboration avec la Division de l'alimentation et de la nutrition. Compte tenu de la nature particulièrement pluridisciplinaire de l'Évaluation, nombre d'unités techniques et de bureaux ont été invités à participer. Les agents de contact désignés contribuent au

---

<sup>11</sup> Dominguez-Salas, P., Kauffmann, D., Breyne, C., et Alarcon, P. 2019. «Leveraging human nutrition through livestock interventions: perceptions, knowledge, barriers and opportunities in the Sahel». *Food Security*, 11(4): 777-796. <https://doi.org/10.1007/s12571-019-00957-4>.

processus en examinant la note conceptuelle globale de l'Évaluation, ainsi que les plans et les versions préliminaires des sections des documents.

14. L'approche, le champ d'application et le calendrier de l'Évaluation ont été approuvés par le Bureau de la vingt-huitième session du Comité de l'agriculture.

15. À partir d'une carte des parties prenantes, une liste de collaborateurs potentiels (qui comprenait 130 spécialistes en novembre 2021) a été dressée et s'enrichit en permanence. Elle comprend des experts de haut niveau qui concentrent leurs travaux de recherche sur l'élevage ou les aliments d'origine animale et leur contribution à la sécurité alimentaire, la durabilité des systèmes agroalimentaires, la nutrition et l'alimentation saine, ainsi que des représentants de gouvernements, des organismes des Nations Unies, l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), des centres affiliés au Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR), des initiatives de haut niveau en rapport avec la question (notamment *Healthy Diets from Sustainable Food Systems* [une alimentation saine provenant de systèmes alimentaires durables], *Sustainable Nutrition Initiative* [initiative nutrition durable], *Feed the Future Innovation Lab for Livestock Systems* [laboratoire d'innovation de Feed the Future travaillant sur les systèmes d'élevage] et *Global Initiative for Sustainable Eggs* [initiative mondiale pour une production durable d'œufs]), le secteur privé et des organisations de la société civile.

16. Un webinaire a été organisé en juin 2021 pour faire connaître l'Évaluation et recruter des parties prenantes potentielles. La manifestation a attiré plus de 200 participants de 72 pays représentant toutes les régions, dont 25 pour cent d'universitaires, 34 pour cent de personnes employées par les organismes des Nations Unies, 15 pour cent de participants du secteur privé et 14 pour cent de membres d'organisations de la société civile. Les participants présentaient des qualifications universitaires et des expériences dans de nombreux domaines: médecine vétérinaire et élevage (46 pour cent), nutrition humaine (15 pour cent), économie (15 pour cent), sciences sociales (12 pour cent), sécurité sanitaire des aliments (5 pour cent) et santé humaine (1 pour cent).

17. Un comité scientifique consultatif pluridisciplinaire a été créé pour guider le processus et la réalisation de l'Évaluation. En réponse à un appel à candidature adressé à toutes les personnes qui s'étaient inscrites au webinaire ainsi qu'à des collaborateurs potentiels (quelque 500 adresses)<sup>12</sup>, 70 candidatures ont été reçues et examinées attentivement. Les 23 membres ont été nommés sur les bases suivantes: excellence scientifique et indépendance, représentation des parties prenantes, représentation géographique et représentation de l'ensemble des disciplines et domaines d'expertise requis. Le Comité scientifique consultatif ainsi constitué se compose de 10 femmes et 13 hommes qui, ensemble, ont une expérience professionnelle dans toutes les régions géographiques. La représentation des parties prenantes couvre la société civile, le secteur privé, un partenariat multipartite (Programme mondial pour un élevage durable), l'Institut international de recherches sur l'élevage (ILRI) et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

18. Aussi bien le Comité scientifique consultatif que les collaborateurs potentiels (y compris les agents de contact des unités de la FAO) participeront à l'examen du plan et des versions préliminaires de chacun des quatre documents. En outre, des réunions en ligne se tiendront avec les membres du Comité pour examiner à la fois le plan et la version préliminaire complète des documents, et ainsi aborder toute question en suspens et fournir des conseils de révision des documents.

---

<sup>12</sup> FAO. 2021. *Assessing the contribution of livestock to food security, sustainable food systems, nutrition and healthy diets: Terms of Reference of the Scientific Advisory Committee*. Rome, FAO. (Disponible à l'adresse suivante: [www.fao.org/3/cb5365en/cb5365en.pdf](http://www.fao.org/3/cb5365en/cb5365en.pdf)).

#### IV. Ressources nécessaires

19. Des ressources financières et humaines adéquates sont nécessaires pour que l'Évaluation puisse être réalisée dans le délai suggéré. Il est proposé, pour les besoins des travaux, de redistribuer les responsabilités du personnel au titre du Programme de travail et budget ordinaire de la FAO, dans la limite des ressources disponibles, de faire appel à du personnel détaché et d'augmenter les fonds extrabudgétaires, comme indiqué au tableau 1. Les rôles et domaines de travail principaux sont les suivants:

- un coordonnateur et un coresponsable, qui assureront la coordination générale du processus décrit dans le présent document et superviseront les échanges constants avec les parties prenantes;
- une équipe de base pluridisciplinaire qui aura pour seule tâche d'aider à la préparation des documents, y compris à l'examen des travaux publiés, à l'analyse des données et des informations, à la présentation des résultats et à la rédaction des plans et des versions préliminaires, révisées et définitives des sections des quatre documents et de la synthèse.

20. Le Gouvernement français a aimablement concouru au processus en détachant un membre du personnel pour toute la durée des démarches. La personne détachée a commencé à travailler avec l'équipe en juin 2021. L'ILRI a également apporté son aide à la rédaction du document n° 1 en fournissant une contribution en nature. En outre, les gouvernements français, allemand, irlandais et suisse ont apporté une aide financière à la réalisation de l'Évaluation. Les fonds extrabudgétaires nécessaires à la rédaction des documents n°s 1 et 2 sont assurés, mais il reste un déficit de financement de 175 000 USD à combler pour achever le processus.

Tableau 1. Produits/Activités de base et budget proposés pour réaliser l'Évaluation (en milliers d'USD)

	Programme ordinaire <sup>13</sup>	Fonds extra-budgétaires <sup>14</sup>	Total
Rédaction du document n° 1	151	110	261
Rédaction du document n° 2	100	54	154
Rédaction du document n° 3	64	54	118
Rédaction du document n° 4	170	50	220
Rédaction et publication du document de synthèse	90	61	151
Lancement de l'Évaluation (stratégie de communication)	28	10	39
<b>Total</b>	<b>603</b>	<b>339</b>	<b>943</b>

<sup>13</sup> Estimation de la contribution allouée au processus préparatoire et à l'Évaluation au titre du Programme ordinaire, couvrant principalement les traitements de membres du personnel du cadre organique et des services généraux.

<sup>14</sup> La personne détachée par le Gouvernement français n'est pas comprise dans le budget.

## V. État d'avancement

21. Une fois le coordonnateur et le coresponsable de l'Évaluation désignés parmi les membres du personnel de la Division de la production et de la santé animales et de la Division de l'alimentation et de la nutrition, on a défini le processus, le champ d'application, le budget, le calendrier et le plan de travail.

22. Le plan du document relatif à la composante n° 1, intitulé *Contribution of terrestrial animal source food to healthy diets for improved nutrition and health outcomes – an evidence and policy overview on the state of knowledge*, a été élaboré, puis révisé sur la base des observations formulées au cours d'un processus de concertation réunissant le Comité scientifique consultatif et les collaborateurs potentiels. Une enquête en ligne a permis de recueillir les contributions de 20 membres du Comité scientifique consultatif et de 69 autres collaborateurs (faisant suite à une invitation adressée à plus de 400 experts et autres parties prenantes, y compris les agents de contact présents dans d'autres unités et bureaux de la FAO). L'enquête ciblait principalement la structure, le cheminement logique, les titres et les annotations du document, les questions portant sur leur logique, leur clarté et leur exhaustivité. Les personnes interrogées lors de l'enquête ont également fourni des listes préliminaires de lacunes dans les travaux de recherche ainsi que dans les cadres d'action et cadres juridiques.

23. Une réunion en ligne du Comité scientifique consultatif et de l'équipe de base de la FAO a permis d'examiner le plan révisé et de clarifier les questions demeurées en suspens.

## VI. Contribution des aliments provenant d'animaux terrestres à une alimentation saine pour une amélioration des résultats nutritionnels et sanitaires – aperçu de l'état actuel des connaissances et des premiers résultats fondé sur une analyse des données et des politiques

24. Le document relatif à la composante n° 1 de l'Évaluation décrit la situation nutritionnelle dans le monde ainsi que les habitudes et les systèmes alimentaires en rapport avec les aliments provenant d'animaux terrestres. Il donne une analyse complète des nutriments qu'apportent ce type d'aliments et de leur importance dans la nutrition, ainsi que de leurs effets sur la santé humaine à chaque étape de la vie. Les politiques, les problèmes juridiques et les règlements qui s'y rapportent sont également analysés chaque fois que nécessaire. Les principales constatations reposent sur l'examen de 123 recommandations nutritionnelles fondées sur le choix des aliments, publiées par 94 pays, de 79 documents d'orientation provenant de 60 pays et portant sur les maladies non transmissibles, et de lois, de politiques et de programmes relatifs à l'alimentation et l'agriculture et à la nutrition (35 documents). Une section particulière aborde les questions de sécurité sanitaire et les maladies d'origine alimentaire liées aux aliments provenant d'animaux terrestres, du producteur au consommateur. Le document se conclut sur la présentation des sujets émergents.

25. Principales constatations:

- Les aliments qui proviennent d'animaux terrestres, associés à des habitudes alimentaires adéquates, peuvent apporter une contribution essentielle à la réalisation des Cibles mondiales de nutrition 2025 adoptées par l'Assemblée mondiale de la Santé et des objectifs de développement durable (ODD) qui visent à réduire le retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans; l'insuffisance pondérale à la naissance; l'anémie chez les femmes en âge de procréer (15-49 ans); le surpoids chez les enfants de moins de 5 ans; et l'obésité et les maladies non transmissibles liées à l'alimentation chez les adultes<sup>15</sup>.

---

<sup>15</sup> OMS. 2014. *Cibles mondiales de nutrition 2025. Notes d'orientation (WHO/NMH/NHD/14.2)*. Genève, Organisation mondiale de la Santé. (Disponible à l'adresse suivante: [https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/255723/WHO\\_NMH\\_NHD\\_14.2\\_fre.pdf](https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/255723/WHO_NMH_NHD_14.2_fre.pdf)).



### *Composition et valeur des aliments provenant d'animaux terrestres en nutriments et composés bioactifs*

- Les aliments provenant d'animaux terrestres apportent des protéines d'une qualité supérieure à celle des protéines fournies par d'autres aliments, avec quelques nuances en matière de digestibilité. Certains acides aminés et facteurs biologiquement actifs qui jouent un rôle dans la santé humaine ne se trouvent que dans les aliments provenant d'animaux terrestres (carnitine, créatine, taurine, hydroxyproline et ansérine). Les acides gras à longue chaîne et les proportions d'acides gras essentiels qui se trouvent dans les aliments provenant d'animaux terrestres sont importants pour la cognition, surtout si l'on considère toute la vie humaine.
- Le fer et le zinc présents dans la viande le sont dans des composés qui améliorent leur biodisponibilité et sont plus facilement digérés que ceux que l'on trouve dans les aliments d'origine végétale. Le lait est bien connu pour sa forte teneur en calcium biodisponible, entre autres nutriments. Les œufs sont très riches en choline et certains acides gras à longue chaîne. De façon générale, les aliments provenant d'animaux terrestres constituent également une bonne source de sélénium, de vitamine B12 et de choline. Il a été montré que leur consommation neutralisait les effets des facteurs antinutritionnels présents dans les aliments d'origine végétale.
- La qualité nutritionnelle (en particulier la composition lipidique) des aliments provenant d'animaux terrestres peut être influencée, en premier, par le choix de l'espèce et du système d'alimentation des animaux, puis par la race des animaux et l'environnement de production.

### *Effets des aliments provenant d'animaux terrestres sur la nutrition et la santé tout au long de la vie humaine*

- Les apports alimentaires des aliments provenant d'animaux terrestres peuvent avoir une incidence sur la nutrition (état nutritionnel, mesures anthropométriques), la santé (maladies infectieuses, maladies chroniques, santé osseuse) et la cognition (développement cognitif, neuroprotection, prévention des maladies neurologiques).
- Quelles que soient les phases de la vie – femmes en période de grossesse et d'allaitement, nourrissons et jeunes enfants, enfants d'âge scolaire et adolescents, adultes ou personnes plus âgées –, la grande masse de données probantes provient d'essais sur le lait et les produits laitiers. Viennent ensuite les données disponibles sur le bœuf et les œufs, puis celles issues du plus petit nombre d'études réalisées sur la viande de porc et la viande de volaille, la viande d'animaux sauvages, les insectes et la viande d'autres espèces mineures. Pour résumer, les données disponibles permettent de penser que, chez les personnes apparemment en bonne santé, un niveau approprié de consommation d'aliments provenant d'animaux terrestres a des effets bénéfiques sur plusieurs des résultats en matière de santé et n'augmente pas de façon significative les maladies chroniques. Une base étoffée de données factuelles montre que la consommation de lait et de produits laitiers durant la grossesse accroît le poids de naissance du nourrisson et peut aussi augmenter sa taille et la circonférence de son crâne, toujours à la naissance. Chez les nourrissons et les jeunes enfants, l'étude des effets d'une consommation d'œufs, de lait et de viande a abouti à des constatations qui varient selon le régime alimentaire global et l'exposition aux facteurs environnementaux. Les données factuelles relatives à la consommation de lait et de produits laitiers par les enfants d'âge scolaire et les adolescents témoignent d'effets positifs sur l'augmentation de la taille et la réduction de l'adiposité, du surpoids et de l'obésité. On a montré également que la consommation de viande de bœuf durant cette phase de la vie améliorait les résultats cognitifs.
- Chez les adultes, les constatations font largement ressortir les effets favorables du lait et des produits laitiers (les yaourts, par exemple) sur la réduction des risques de mortalité, toutes causes confondues, ainsi que sur l'hypertension, les accidents vasculaires cérébraux (AVC), le diabète de type 2, le cancer colorectal, le cancer du sein, l'obésité, l'ostéoporose et les fractures. Des données relativement solides montrent que la consommation d'œufs chez l'adulte n'accroît pas les risques d'AVC ni de maladie cardiovasculaire. Des preuves irréfutables indiquent que, toujours chez l'adulte, la consommation de 85 à 300 g de viande

par jour peut protéger contre la carence en fer. La viande de volaille n'a pas été étudiée autant que celle de bœuf, mais les constatations semblent indiquer que les effets sur le risque d'AVC ne sont pas significatifs, l'analyse par sous-groupe laissant entrevoir un effet protecteur pour les femmes.

- La base de données factuelles sur la consommation de viande rouge chez l'adulte a été analysée de façon approfondie dans l'étude de la charge mondiale de morbidité (Global Burden of Disease Study)<sup>16</sup>, laquelle constate un risque quelque peu accru de maladie chronique associé à une consommation journalière de 23 g (entre 18 et 27 g) de viande rouge et de 2 g (entre 0 et 4 g) de viandes transformées. D'autres études ont toutefois montré que les effets de la consommation de bœuf sur les biomarqueurs de maladie chronique n'étaient pas significatifs<sup>17</sup>.
- Des lacunes importantes demeurent dans la base de données factuelles en ce qui concerne les personnes âgées. Les données préliminaires laissent toutefois supposer que le lait et les produits laitiers, voire d'autres aliments provenant d'animaux terrestres, sont susceptibles d'avoir un effet d'atténuation sur la sarcopénie, les fractures, la fragilité, l'état démentiel et la maladie d'Alzheimer.

#### *Sécurité sanitaire des aliments provenant d'animaux terrestres et problèmes d'origine alimentaire liés à ces denrées*

- Un tiers de la charge de morbidité imputable aux maladies d'origine alimentaire est associé à la consommation d'aliments provenant d'animaux terrestres contaminés, contamination principalement due à des bactéries et entraînant des diarrhées. Les données sur les risques de maladie d'origine alimentaire et les résultats en matière de santé qui en découlent et sur les méthodes d'analyse de ces risques sont bien documentées, mais la charge au niveau national (incidence et gravité) est mal connue. Ainsi, les principales voies de transmission le long de la chaîne de valeur revêtent une importance critique pour cibler les politiques nationales, or elles sont mal comprises.
- La modification des pratiques agricoles, surtout liée à l'intensification de la production animale et à l'utilisation d'intrants, l'allongement et l'élargissement des chaînes de valeur et le passage à une consommation d'aliments transformés contribuent à accroître l'exposition aux risques de maladie d'origine alimentaire. Les défis liés à la résistance aux antimicrobiens viennent s'y ajouter, au-delà de la nutrition et de la sécurité sanitaire des aliments.
- Les problèmes de sécurité sanitaire des aliments peuvent être réduits par une amélioration de l'assainissement et par l'atténuation des risques pour la santé qui naissent à l'interface entre les animaux, les humains et l'environnement, grâce à une approche «Une seule santé». Le renforcement des systèmes nationaux de contrôle des aliments est essentiel à la sécurité sanitaire des aliments, elle-même indispensable à l'amélioration des résultats en matière de santé et de nutrition.

#### *Politiques, lois et règlements*

- La majeure partie des recommandations concerne les aliments provenant d'animaux terrestres en général; viennent ensuite des recommandations relatives à la viande, au lait et aux produits laitiers, et aux œufs. En revanche, les abats, la volaille, la viande de porc, la viande d'animaux sauvages et les insectes sont beaucoup moins souvent abordés.

---

<sup>16</sup> Afshin, A., Sur, P. J., Fay, K. A., Cornaby, L., Ferrara, G., Salama, J. S., Mullany, E. C., *et al.* 2019. «Health effects of dietary risks in 195 countries, 1990-2017: a systematic analysis for the Global Burden of Disease Study 2017». *The Lancet*, 393(10184): 1958-1972. [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(19\)30041-8](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(19)30041-8).

<sup>17</sup> Il faut noter que l'objet de ce premier document était d'évaluer la contribution d'une consommation appropriée d'aliments d'origine animale par des individus apparemment en bonne santé, et non d'évaluer les risques associés à une surconsommation et/ou à une consommation par des personnes présentant une quelconque pathologie.

- La plupart des recommandations sont liées aux besoins des humains en micronutriments ou aux maladies non transmissibles et ciblent la population tout entière. Les recommandations relatives aux micronutriments sont souvent plus détaillées que celles afférentes aux maladies non transmissibles, car elles fournissent des indications quantitatives de consommation quotidienne ou hebdomadaire d'aliments provenant d'animaux terrestres. La plupart des recommandations n'abordent pas les conséquences d'une consommation insuffisante ou excessive d'aliments provenant d'animaux terrestres, une lacune importante puisque aussi bien l'insuffisance pondérale que le surpoids, l'obésité ou les maladies non transmissibles coexistent avec des carences en micronutriments.
- Au total, 378 recommandations suivaient une approche fondée sur le parcours de vie, 282 parmi les recommandations nutritionnelles fondées sur le choix des aliments, et ce quelle que soit la catégorie de revenu des pays. Les recommandations nutritionnelles fondées sur le choix des aliments publiées par les pays à revenu élevé étaient plus détaillées, mais, globalement, on a observé une distribution correcte des recommandations qualitatives et quantitatives.
- Seuls huit des documents publiés par les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure contenaient des considérations relatives à la durabilité écologique, et ils fournissaient surtout des recommandations qualitatives. Le bien-être animal n'était mentionné que dans les recommandations nutritionnelles du Danemark et de la Suède, lesquelles mentionnaient spécifiquement des labels respectueux du bien-être animal afin d'informer les consommateurs.

26. En conclusion, les premières constatations de l'Évaluation font apparaître quelques lacunes préliminaires dans les données et les politiques, comme cela est résumé ci-après.

- Il est indispensable de mieux comprendre comment les nutriments et composés bioactifs présents dans les aliments provenant d'animaux terrestres interagissent au sein d'un régime alimentaire si l'on veut définir plus précisément le rôle de ces aliments dans les résultats en matière de nutrition, de santé et de cognition tout au long d'une vie humaine.
- Les travaux publiés sont encore incomplets concernant la quantité d'aliments provenant d'animaux terrestres à consommer et la fréquence de cette consommation dans une alimentation saine aux différents stades de la vie. Il semble que, pour une part importante, les données dont on dispose actuellement ont été générées en réponse à des questions qui s'intéressaient largement à la possibilité que ce type d'aliments, en particulier la viande rouge, le lait et les produits laitiers, accroisse le risque de maladies non transmissibles. Le nombre d'études est nettement moindre sur les effets de la viande de porc, de volaille, de chèvre, de mouton, d'animaux sauvages et d'insectes.
- Bien que cela dépasse le champ de l'Évaluation, des données supplémentaires seraient utiles pour examiner la consommation d'aliments provenant d'animaux terrestres dans le cas de populations souffrant de divers problèmes de santé (diabète, surpoids et obésité), compte tenu de la forte prévalence de ces troubles.
- Les recommandations nutritionnelles nationales fondées sur le choix des aliments doivent être actualisées de façon à prendre en compte correctement les aliments provenant d'animaux terrestres ainsi que les besoins spécifiques en nutriments au cours de la vie si elles ne le font pas. Les recommandations devraient aussi examiner les conséquences d'une consommation insuffisante ou excessive de ce type d'aliments, compte tenu de la coexistence de plus en plus fréquente de carences en micronutriments et de maladies chroniques.
- Les recommandations nutritionnelles nationales fondées sur le choix des aliments doivent permettre de mieux informer les politiques, les programmes et les cadres législatifs relatifs à l'élevage sur les résultats nutritionnels.